



Cher Partenaire,

Vous avez bien voulu signer il y a quelques temps, une convention de partenariat pour l'octroi du microcrédit personnel et je vous en remercie.

Les dispositions de l'article R. 518-61 du code monétaire et financier relatives au microcrédit personnel ont été modifiées par le décret 2022-124 du 4 février 2022. La durée maximale des prêts est portée à 7 ans et le montant maximum à 8000 €.

A ce titre, vous trouverez ci-joint la proposition d'un avenant en double exemplaire à la convention de partenariat qui nous lie actant l'augmentation de la durée maximale des prêts et le montant maximum. Un exemplaire doit nous être retourné signé au plus vite.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2022, l'offre microcrédit personnel accompagnée de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon évolue ainsi :

Montant : Sauf cas particuliers, le montant des prêts sera compris entre 300€ et 5000 € inclus.

Cas particuliers :

Pour les prêts destinés à l'achat d'un véhicule ou au remboursement de dettes (restructuration) :  
Montant du prêt minimum de 300 € et maximum de 8000 €

Durée : Sauf cas particuliers, les prêts auront une durée minimale de 6 mois et une durée maximale de 60 mois.

Cas particuliers :

- Durée pouvant être portée à 72 mois voire à 84 mois pour les prêts compris entre 5 500 € et 8000 € (inclus)
- En cas de difficulté, un rééchelonnement du prêt pourra intervenir, sans que la durée totale dudit prêt ne puisse dépasser 84 mois.

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon souhaite s'adapter aux besoins des usagers et à l'évolution de la réglementation mais reste à vos côtés engagée dans la lutte contre le surendettement. Les prêts sont accordés sous réserve d'une capacité de remboursement suffisante de l'emprunteur et de la mise en place d'un accompagnement social.

Je vous prie de nous retourner également un exemplaire de la charte d'accompagnement signée.

L'ouverture d'un compte à la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon ne conditionne pas l'octroi du prêt. Mais dans le cas d'une ouverture de compte dans notre établissement, tout nouveau client sera accompagné dans ses changements de coordonnées bancaires<sup>1</sup> et nous nous engageons à lui proposer l'offre de service bancaire la plus adaptée à sa situation financière<sup>2</sup>.

Nos services restent à votre entière disposition pour tout complément d'information et pour vous accompagner dans les dossiers présentés.

Je vous prie de croire, Cher Partenaire, en l'expression de ma considération distinguée.

Mairie	
Maussane les Alpilles	
Courrier	enregistré
Date	9 MARS 2022
Réponse	Suivi
Destinataire	
- Copies :	

Heu  
PR

Le Directeur Général

JD. FAEDDA



<sup>1</sup> Service d'aide à mobilité bancaire facilitant les démarches en cas de changement de banque

<sup>2</sup> Offre bancaire spécifique pour les personnes en situation de fragilité financière permettant l'accès à des services bancaires adaptés à un tarif modéré et de limiter les frais en cas d'incident de paiement.





Avenant N°1 relatif à la  
CONVENTION DE PARTENARIAT  
POUR LA MISE EN PLACE  
D'UN DISPOSITIF MICROCREDIT PERSONNEL

Entre

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon, Etablissement public local de crédit et d'aide sociale dont le siège social est situé à Avignon (84000), 2 rue Viala, SIREN n°268401106

Représentée aux présentes par

Monsieur Jean Dominique FAEDDA, en sa qualité de Directeur Général

ci-après dénommée « la CCMA », d'une part

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Maussane

Représenté aux présentes par Monsieur Jean-Christophe CARRE, Maire de la commune, en sa qualité de Président du CCAS

ci- après dénommé « le CCAS », d'autre part

ci-après dénommé(e)s individuellement « la partie » ou collectivement « les Parties »

Il est exposé ce qui suit :

#### PREAMBULE

Les parties ont conclu le 01/12/2020, une convention de partenariat afin de mettre en place une solution de microcrédit personnel à destination des personnes en situation d'exclusion bancaire (ci-après la « convention »).

Pour se conformer aux dispositions de l'article R518-61 du code monétaire et financier telles que modifiées par le décret 2022-124 du 04 février 2022 entré en application le 06 février 2022, les parties souhaitent apporter des modifications à la Convention et ajuster le montant et la durée du microcrédit personnel.

Les parties souhaitent également apporter des modifications à la convention concernant l'objet du prêt.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU :

L'article 3.3 « Les caractéristiques des prêts » de la convention est modifié comme suit :

3.3.1. La durée

Sauf cas particuliers, les prêts auront une durée minimale de 6 mois et une durée maximale de 60 mois.

Cas particuliers :

- Durée pouvant être portée à 72 mois voire à 84 mois pour les prêts compris entre 5 500 € et 8000 € (inclus)
- En cas de difficulté, un rééchelonnement du prêt pourra intervenir, sans que la durée totale dudit prêt ne puisse dépasser 84 mois.

3.3.2. Le montant

Sauf cas particuliers, le montant des prêts sera compris entre 300€ et 5000 € inclus.

Cas particuliers :

Pour les prêts destinés à l'achat d'un véhicule ou au remboursement de dettes (restructuration) :

Montant du prêt minimum de 300 € et maximum de 8000 €

Hormis les modifications visées aux présentes, il n'est apporté aucune autre modification à la Convention.

Fait en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Pour la CCAS

Signature précédée de la mention  
Bon pour accord

CACHET OBLIGATOIRE

A Avignon, le 7 mai 2022  
Pour La Caisse de Crédit Municipal  
d'Avignon

signature précédée de la mention  
Bon pour accord

Bon pour accord.

CACHET OBLIGATOIRE





## CHARTRE DE L'ACCOMPAGNEMENT

Le Fonds de Cohésion sociale est destiné à « garantir à des fins sociales des prêts à des personnes physiques ou morales et des prêts à des chômeurs ou titulaires de minima sociaux créant leur entreprise ».

Les microcrédits personnels sont destinés aux personnes habituellement exclues de l'accès au crédit bancaire du fait de leur solvabilité. L'objet des prêts est de permettre (i) l'accès, le maintien ou le retour à un emploi ou (ii) la réalisation de projets d'insertion sociale non directement liés à un objectif professionnel.

Leur mise en place se fait dans le cadre d'un partenariat entre un acteur du secteur social (le « Partenaire ») et un prêteur (bénéficiaire sur cautionnement FCS) qui s'engagent conjointement à faciliter l'accès au crédit des personnes qui en sont exclues.

⇒ L'établissement prêteur s'engage à proposer systématiquement à l'emprunteur et, le cas échéant, au co-emprunteur, un accompagnement individualisé pendant la durée du prêt, par un Partenaire qui désignera un accompagnateur référent.

⇒ L'établissement prêteur sensibilisera, si nécessaire, le Partenaire (et les accompagnateurs référents) sur la culture bancaire de base.

⇒ L'accompagnement vise à prendre en compte l'ensemble des difficultés rencontrées par les emprunteurs, et le cas échéant les co-emprunteurs, dans l'accès au crédit.

⇒ Les bénéficiaires des crédits peuvent être détectés soit par l'établissement prêteur, soit par le Partenaire.

⇒ L'accompagnateur référent intervient dès la phase amont pour évaluer conjointement avec l'emprunteur, et le cas échéant le co-emprunteur, sa situation financière et sa demande de crédit.

⇒ L'accompagnateur référent formule un avis sur l'objet, le montant et la durée du crédit.

⇒ L'accompagnateur référent s'engage à avoir des points de rencontre réguliers avec l'emprunteur, et le cas échéant le co-emprunteur, pendant la durée du crédit.

⇒ L'établissement prêteur s'engage à informer l'accompagnateur référent des incidents de paiement afin que celui-ci recherche avec l'emprunteur, et le cas échéant le co-emprunteur, les moyens pour surmonter les difficultés passagères.

⇒ En cas de déchéance du terme du prêt suite à trois impayés consécutifs, de rétablissement personnel ou décès, de l'emprunteur ou du co-emprunteur, dès lors que le Partenaire a connaissance de motifs légitimes, qui justifient raisonnablement les défauts de paiement de l'emprunteur, et du co-emprunteur le cas échéant, le Partenaire en informe l'établissement prêteur. L'accompagnateur référent donne son avis au moment du prononcé de la déchéance du terme du prêt.

⇒ Dans le cas où un refus d'octroi de crédit est opposé au demandeur, l'accompagnateur référent l'orientera vers des structures d'accompagnement social lui permettant potentiellement de mobiliser d'autres dispositifs (aide sociale, assistance, suivi social, écoute ...).

Pour l'établissement prêteur  
Bénéficiaire du cautionnement FCS



pour le Partenaire

